

-MX.

✓
Copie.Notice.

Entretien avec M. Hammarskjöld, Ministre d'Etat,
le 8 novembre 1951, de 10 h. 30 à 12 h. 30.

Avenir OECE et rapports OECE-NATO.

M. Hammarskjöld expose ce qui suit:

La date fatale pour l'OECE est le 30 juin 1952.

C'est en effet le moment où l'aide "Marshall" prendra fin. Les pays intéressés à cette aide et à sa répartition perdront un des grands avantages que leur conférait la participation à l'OECE.

La nouvelle aide américaine accordée à titre militaire (5000 millions de dollars) sera répartie entre les pays européens en vertu d'un arrangement bilatéral après négociation au sein du NATO. Le mode de répartition de l'aide pour les besoins civils, votée par le Congrès (1000 millions de dollars), n'est pas encore fixé, mais logiquement on ne saurait en discuter qu'en relation avec l'aide militaire.

A la conférence d'Ottawa, les Parties contractantes du Pacte de l'Atlantique ont décidé d'intensifier leur collaboration. C'est M. Pearson, le Ministre des Affaires étrangères du Canada, qui a pris cette initiative, appuyé surtout par Lange, Ministre des Affaires étrangères de Norvège. Stikker, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et Président de l'OECE, n'a fait aucune opposition. Rentré à Paris, il a préparé une lettre datée du 3 octobre aux délégations à l'OECE par laquelle il voulait leur notifier la décision d'Ottawa et la réponse du Président de l'OECE en prenant acte. Grâce à Marjolin, les deux lettres n'ont pas été envoyées, et ce n'est que le 23 octobre que Stikker informait les délégations des décisions d'Ottawa en les priant de les examiner et de mettre le président en mesure de répondre.

De quoi s'agit-il? Les Parties contractantes du Pacte de l'Atlantique ont décidé de mettre en pratique les dispo-



sitions de l'art. 2 du Pacte qui est conçu en ces termes:

"Les Parties contractantes contribueront au développement des relations internationales pacifiques et amicales, en renforçant leurs libres institutions, en assurant une meilleure compréhension des principes sur lesquels ces institutions sont fondées et en développant les conditions propres à assurer la stabilité et le bien-être.

Elles s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'elles ou entre toutes."

Ceci signifie qu'une nouvelle organisation économique sera créée au sein du NATO qui s'occupera dorénavant, sur un plan géographique plus large, des tâches qui incombait jusqu'ici à l'OECE sur le plan européen. Le premier pas dans cette direction fut l'appel adressé à Marjolin de collaborer, au sein du NATO, à l'organisation du nouveau "board". Grâce à l'opposition des "neutres", la Suisse et la Suède, et au compromis intervenu après de longues discussions, Marjolin ne cumulera pas les fonctions de secrétaire général de l'OECE et de directeur du nouveau "board". La Suède a lutté moins pour des considérations de doctrine politique contre ce cumul de fonctions par Marjolin, mais surtout parce qu'elle ne voulait pas que l'OECE soit vidée de sa substance par un procédé "froid". La Suède n'attache pas une grande importance au cas Marjolin, mais elle est de l'avis que ce cas est l'expression spectaculaire de la tendance de renforcer le NATO au détriment de l'OECE. Et elle croit que le moment est venu pour prendre position, c'est-à-dire pour préciser sans trop tarder, les conditions de la collaboration économique future des neutres au sein d'organisations internationales.

Une attitude d'isolement ou négative à l'égard de la collaboration économique internationale n'est pas dans l'intérêt de la Suède. D'autre part, elle ne saurait collaborer pour des raisons de neutralité, au nouveau "board" du NATO. Pour sortir de ce dilemme, il ne faut pas rester sur la défensive et dire non lorsque de nouveaux projets d'extension du NATO verront le jour, mais prendre l'offensive et présenter un projet constructif des membres neutres de l'OECE pour renforcer celle-ci.

./.

Le gouvernement suédois a donc préparé un projet de lettre à M. Stikker. Il se propose de l'adresser en réponse à la communication faite par M. Stikker sur les décisions de la Conférence d'Ottawa. Cette lettre tient compte des considérations exposées ci-dessus. Sa seconde partie contient l'idée constructive que voici:

Nous savons tous aujourd'hui qu'un réarmement massif de l'Europe conformément aux plans américains n'est pas possible sans que la sécurité sociale en pâtisse. Or, le communisme international hésite à agir sur le front extérieur et préfère le front social. Les actions sur le plan social comportent moins de risques et promettent un succès plus rapide. Un des objectifs du plan Marshall et de l'OECE a été de rendre à l'Europe la sécurité sociale en stabilisant et en développant son économie. Il serait donc logique que l'OECE s'occupât davantage de cet aspect de son programme puisqu'il devient de plus en plus brûlant. En France et en Grande-Bretagne l'équilibre économique et financier est d'ores et déjà rompu. De nouvelles mesures de protection s'imposent. Le moment est venu pour que l'OECE s'en occupe. Les neutres feraient bien de saisir cette occasion pour sauver l'OECE. La Suède irait même plus loin et proposerait que l'on associât aussi les Etats-Unis et le Canada à l'effort tenté pour résoudre le problème.

M. Hammarskjöld a eu plusieurs entretiens avec Hall-Patch, le délégué britannique à l'OECE, et certains dirigeants de la politique économique britannique à Londres. Le premier comprend la situation et désire sauver l'OECE; à Londres, il y a deux courants, et le plus fort paraît être celui qui désire une collaboration de plus en plus étroite au sein du NATO. M. Hammarskjöld a parlé des rapports NATO/OECE aussi avec les Américains et notamment avec M. Harriman et M. Butterworth, ambassadeur à Stockholm. M. Harriman notamment apprécie l'effort fourni et le travail accompli par l'OECE et recherche une solution qui pourrait empêcher qu'elle fût vidée de sa substance par un concurrent plus fort. Or, sur le plan américain il s'agit là d'une question de financement de l'effort militaire européen et de l'engagement général des Etats-Unis en Europe, c'est-à-dire d'une affaire du Congrès et du Sénat. Les députés et séna-

- 4 -

teurs préfèrent des solutions simples sinon simplistes, et il est plus simple de confier au NATO le tout que de répartir les tâches selon le désir de quelques pays neutres en Europe. Cette manière de penser va souvent si loin que les Américains considèrent le refus d'une aide comme acte inamical. Et M. Hammarskjöld de citer quelques exemples récents des négociations entre la Suède et les Etats-Unis.

* * *

Conclusions: Nous nous trouvons donc en présence d'une décision à prendre. Voulons-nous agir pour essayer de sauver l'OECE, partageons-nous le point de vue suédois quant à la voie à suivre ou préférierions-nous voir l'OECE mourir lentement? Si nous envisageons une action, à quel moment et par quel moyen?

Autres questions.

- 1.) En Suède on ne croit pas à une action armée russe imminente, mais la guerre froide risque de s'accentuer davantage en 1952 et partant le danger d'une conflagration armée.
- 2.) Le déséquilibre économique s'aggrave en Grande-Bretagne et en France. En Suède on envisage cette situation avec beaucoup de pessimisme.
- 3.) L'UEP n'a pas satisfait les Suédois, ils n'en ont retiré aucun avantage.
- 4.) La Suède n'envisage pas la sortie de l'OECE même si elle est mise en veilleuse. Elle préfère faire une démonstration de son manque d'intérêt en déclarant son désintéressement et en réduisant sa délégation.
- 5.) La sortie de la Suisse de l'OECE serait prise très au sérieux par l'opinion publique suédoise et risquerait de faire quelques ennuis au gouvernement suédois, mais il n'est pas dit qu'il serait obligé de reviser son attitude.

13.11.1951.

sig. Zehnder